

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.* ;
Pascale Despineto, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Séance du 13.12.18

#Objet : Conseil communal - Règlement d'ordre intérieur - Modifications - Point complémentaire introduit par Madame Vanessa Rigodanzo (PS)#

Séance publique

Secrétariat

Vu l'article 97 de la nouvelle loi communale ;

Vu le courrier du 3 avril 2018 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les modifications suivantes proposées par Madame Vanessa Rigodanzo, conseillère communale PS :

Article 37

Tout conseiller peut introduire à tout moment et au bénéfice de l'urgence un point étranger à l'ordre du jour initial. L'urgence s'entend comme étant les cas où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

Le conseil communal est seul compétent pour se prononcer sur la réalité de l'urgence invoquée.

Le conseil communal déclare l'urgence en début de séance, par les deux tiers au moins des membres du conseil communal présents ; leurs noms sont insérés au procès-verbal de la réunion.

Lorsque le nombre des membres du conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

Vu l'amendement déposé par Monsieur Didier Molders visant à se substituer intégralement au texte initial justifié comme suit :

La pratique que connaît notre conseil révèle que l'urgence est rarement invoquée mais que, lorsque c'est le cas, elle l'est presque toujours à l'initiative du Collège.

Il importe d'ouvrir la possibilité de présenter un point en urgence dans des conditions telles que l'opposition puisse aussi s'en saisir.

Le Conseil communal vote à main levée sur l'amendement, le résultat est le suivant

- 27 voix pour
- 2 voix contre (Madame Martine Maelschalck et Monsieur Jeremy Van Gorp)
- 2 abstentions (Mesdames Vanessa Rigodanzo et Nathalie Wyns)

L'amendement est adopté par le Conseil communal.

Le Conseil communal décide de modifier comme suit l'article 37 de son règlement d'ordre intérieur.

Article 37

Aucun point non inscrit à l'ordre du jour de la réunion du conseil communal ne peut être mis en discussion sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

Tout conseiller communal peut demander l'inscription en urgence d'un point au conseil si sa demande est appuyée et par au moins trois autres conseillers communaux et est formulée en début de séance.

Par dérogation à l'article 7.a., la note explicative du point et de son urgence et l'estimation de la dépense éventuelle qui doivent accompagner tout point étranger à l'ordre du jour peuvent être transmis au Président et au Secrétaire au plus tard durant la matinée du jour qui précède la séance du conseil communal.

L'urgence est déclarée, en début de séance, par les deux tiers au moins des membres du conseil communal présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal de la réunion.

Lorsque le nombre des membres du conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

La présente délibération sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Madame Vanessa Rigodanzo (PS) motive son abstention

L'amendement déposé par la majorité a pour effet de restreindre les droits de tout conseiller communal à déposer, sous le bénéfice de l'urgence, un point complémentaire à l'ordre du jour du conseil communal.

La modification suggérée initialement vise à rappeler que tout conseiller communal peut demander l'inscription en urgence d'un point au conseil.

Cette modification avait uniquement pour objectif de rappeler et de porter à la connaissance des nouveaux conseillers communaux que cette faculté appartenait à tout conseiller communal et pas uniquement au collège, comme cela a été erronément dit et appliqué précédemment par la majorité.

Or, en exigeant que le dépôt d'un point en urgence soit « appuyé par au moins trois autres conseillers communaux », la majorité ajoute un filtre et restreint les droits des conseillers communaux, alors que l'article 97 de la Nouvelle loi communale ne prévoit pas une telle restriction.

En l'espèce, si cette restriction n'est pas problématique pour les conseillers de la majorité (le groupe Defi compte 19 conseillers communaux et le groupe Ecolo-Groen compte 8 conseillers communaux), il en va tout autrement pour les conseillers de l'opposition (le Mouvement Réformateur dispose de 2 conseillers communaux ; le Parti socialiste et la Liste citoyenne ont chacun un conseiller communal). L'amendement adopté par la majorité implique que chaque conseiller communal de l'opposition doit obligatoirement obtenir l'aval de conseillers issus d'autres formations politiques.

Un conseiller de l'opposition devra en fait recueillir l'assentiment de l'ensemble des conseillers de l'opposition pour déposer un point complémentaire en urgence. Chaque groupe de l'opposition devra donc recueillir l'assentiment des deux autres groupes de l'opposition, ou obtenir le soutien de certains conseillers de la majorité pour déposer un point en urgence. Cela affaiblit considérablement la capacité de mener un travail d'opposition démocratique.

En outre, dans l'hypothèse où l'un des conseillers communaux de l'opposition est absent, les trois autres conseillers de l'opposition présents se voient dans l'impossibilité de déposer un point en urgence, puisqu'ils doivent obtenir l'assentiment d'au moins trois autres conseillers.

Il est en effet illusoire d'imaginer un soutien des partis de la majorité pour le dépôt d'un point complémentaire en urgence déposé par un conseiller issu de l'opposition.

Compte tenu de la configuration du conseil communal (4 conseillers de l'opposition issus de trois formations politiques différentes), il nous apparaît que l'amendement a été adopté dans l'unique but de restreindre les droits des conseillers de l'opposition.

Il s'agit d'une mesure anti-démocratique, qui s'inscrit en contradiction avec les engagements pris par la nouvelle majorité de tendre vers plus de bonne gouvernance, transparence et participation citoyenne.

Madame Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) motive son abstention

Nouvelle conseillère communale, j'ai été particulièrement choquée et déçue de l'attitude et du choix fait par la majorité quant à l'amendement proposé par Didier Molders.

Vu l'article 97 de la nouvelle loi communale ;

Vu le courrier du 3 avril 2018 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Mme Vanessa Rigodanzo a proposé des modifications à l'article 37.

Elle a rentré ce point dans les délais prescrits et prévus par le ROI, son point étant repris dans l'ordre du jour du conseil communal du 13 décembre 2018.

Comble de l'ironie, alors qu'il s'agit d'une demande d'un conseiller de l'opposition, la majorité en place, en la personne de Didier Molders, s'est permis de déposer un amendement à ce même article, que voici en partie :

Tout conseiller communal peut demander l'inscription en urgence d'un point au conseil si sa demande est appuyée et par au moins trois autres conseillers communaux et est formulée en début de séance.

Alors que nous avons tellement de contraintes à respecter pour nos questions écrites ou orales, nos demandes de consultations de dossiers, la majorité se permet d'établir cet amendement sans nous en prévenir, et nous en informe via une copie déposée sur nos bureaux avant le conseil communal, sans nous laisser le temps de l'examiner, d'en discuter avec nos équipes et entre conseillers de l'opposition.

Il a été procédé au vote.

- *Malgré la demande de report du vote sur ce point, je rappelle qu'il s'agissait d'un point mis l'ordre du jour sur demande de l'opposition,*
- *Malgré un vif échange entre chefs de file, proposé par le président du conseil, Mr Magdalijs (Mr Gosuin, bourgmestre empêché s'étant d'ailleurs joint à la discussion , en avait-il le droit, à vérifier...)*
- *Malgré le non-respect flagrant via cette manœuvre de la majorité en place pour les 4 conseillers*

communal

Je ne pouvais que m'abstenir afin de pouvoir me justifier sur cette tactique destructrice, visant à museler l'opposition.

Cela ne reflète en rien la démocratie qui devrait être la première valeur défendue au conseil communal.

J'ose espérer que ce type de situation ne se reproduira plus au cours des 6 prochaines années de législature.

Arrêté ministériel du 04.02.2019 (réf. 2993890310)

La décision du Conseil communal d'Auderghem du 13 décembre 2018 ayant pour objet la modification de l'article 37 de son ROI, est annulée.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 05 février 2019

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester d.d.* ;
Pascale Despineto, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Didier Molders, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Zitting van 13.12.18

#Onderwerp : Gemeenteraad - Huishoudelijk reglement - Wijzigingen - Bijkomend punt ingeleid door mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS)#

Openbare zitting

Secretariaat

Gelet op artikel 97 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het schrijven van 3 april 2018 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de onderstaande wijzigingen zoals voorgesteld door mevrouw Vanessa Rigodanzo, PS-gemeenteraadslid:

Artikel 37

Elk gemeenteraadslid mag steeds en wegens spoedeisendheid een punt op de agenda plaatsen dat aanvankelijk niet op de agenda stond. Spoedeisendheid wordt begrepen als de gevallen waarbij de minste vertraging gevaar kan doen ontstaan.

Alleen de gemeenteraad is bevoegd om zich uit te spreken over de realiteit van de aangevoerde spoedeisendheid.

De gemeenteraad verklaart bij aanvang van de vergadering en met ten minste twee derde van de aanwezige leden van de gemeenteraad, van wie de namen worden opgenomen in de notulen van de vergadering, dat er sprake is van spoedeisendheid.

Wanneer het aantal aanwezige gemeenteraadsleden geen veelvoud is van drie, is er reden om, met het oog op de vaststelling van de twee derde, het resultaat van het delen door drie, gevolgd door de vermenigvuldiging met twee, af te ronden tot de hogere eenheid.

Gelet op het amendement, ingediend door de heer Didier Molders, dat tot doel heeft de initiële tekst volledig te vervangen, als volgt gerechtvaardigd:

Uit de praktijk van onze raad blijkt dat de spoedeisendheid zelden wordt ingeroepen en dat, wanneer dat wel gebeurt, het bijna altijd het college is dat daartoe het initiatief neemt.

Het is belangrijk te voorzien in de mogelijkheid een punt bij spoedeisendheid voor te stellen onder zodanige voorwaarden dat ook de oppositie er gebruik van kan maken.

De gemeenteraad stemt bij handopsteking over het amendement; het resultaat is het volgende:

- 27 stemmen voor
- 2 stemmen tegen (mevrouw Martine Maelschalck en de heer Jeremy Van Gorp)

- 2 onthoudingen (mevrouw Vanessa Rigodanzo en mevrouw Nathalie Wyns)

De gemeenteraad neemt het amendement aan.

De gemeenteraad beslist om artikel 37 van zijn huishoudelijk reglement als volgt te wijzigen.

Artikel 37

Een punt dat niet op de agenda van de vergadering van de gemeenteraad voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren.

Elk gemeenteraadslid mag vragen om een punt bij spoedeisendheid op de agenda van de raad te plaatsen voor zover zijn verzoek wordt gesteund door ten minste drie andere gemeenteraadsliden en wordt geformuleerd bij aanvang van de zitting.

Bij afwijking van artikel 7.a. mogen de nota met toelichting bij het punt en zijn spoedeisendheid alsook de vermelding van de eventuele uitgave, die moeten worden gevoegd bij elk punt dat niet op de agenda staat, ten laatste tijdens de voormiddag van de dag voorafgaand aan de vergadering van de gemeenteraad naar de voorzitter en de secretaris worden verstuurd.

Er wordt bij aanvang van de vergadering en door ten minste twee derde van de aanwezige leden van de gemeenteraad, van wie de namen worden opgenomen in de notulen van de vergadering, verklaard dat er sprake is van spoedeisendheid.

Wanneer het aantal aanwezige gemeenteraadsliden geen veelvoud is van drie, is er reden om, met het oog op de vaststelling van de twee derde, het resultaat van het delen door drie, gevolgd door de vermenigvuldiging met twee, af te ronden tot de hogere eenheid.

Deze beraadslaging wordt verzonden naar de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS) motiveert haar onthouding

Het door de meerderheid ingediende amendement beperkt de rechten van elk gemeenteraadslid om in hoogdringende omstandigheden een bijkomend punt voor de agenda van de gemeenteraad in te dienen.

De oorspronkelijk voorgestelde wijziging is bedoeld om eraan te herinneren dat elk gemeenteraadslid kan vragen om bij hoogdringendheid een punt aan de agenda van de gemeenteraad toe te voegen.

Het enige doel van die wijziging was om de nieuwe gemeenteraadsliden eraan te herinneren en te informeren dat ieder gemeenteraadslid die mogelijkheid heeft en dus niet alleen het college, zoals verkeerdelijk door de meerderheid werd verklaard en eerder werd toegepast.

Door evenwel te eisen dat de indiening van een punt bij hoogdringendheid "door ten minste drie andere gemeenteraadsliden wordt gesteund", voegt de meerderheid een filter toe en worden de rechten van de gemeenteraadsliden de facto beperkt, terwijl artikel 97 van de nieuwe gemeentewet niet in een dergelijke beperking voorziet.

In dit geval is deze beperking niet problematisch voor de meerderheidsraadsliden (de groep Défi heeft 19 gemeenteraadsliden en de groep Ecolo-Groen heeft er 8), maar wel voor de oppositieraadsliden (de MR heeft 2 gemeenteraadsliden en de PS en Liste Citoyenne hebben er elk 1). Het door de meerderheid aangenomen amendement houdt in dat elk gemeenteraadslid van de oppositie verplicht de goedkeuring van gemeenteraadsliden van andere politieke partijen moet krijgen.

Een oppositieraadslid moet dan eigenlijk het akkoord van alle oppositieraadsliden krijgen om bij hoogdringendheid een bijkomend punt in te dienen. Elke oppositiepartij zal dus het akkoord van de andere

twee oppositiepartijen of de steun van bepaalde meerderheidsraadsleden moeten verkrijgen om bij hoogdringendheid een bijkomend agendapunt in te dienen. Daardoor wordt het vermogen om democratische oppositie te voeren aanzienlijk verzwakt.

Bij afwezigheid van een van de gemeenteraadsleden van de oppositie kunnen de andere drie aanwezige oppositieraadsleden bovendien bij hoogdringendheid geen bijkomend punt indienen, aangezien ze het akkoord van ten minste drie andere gemeenteraadsleden moeten bekomen.

Het is immers ondenkbaar dat de meerderheidspartijen hun steun zouden toezeggen voor de indiening van een bijkomend punt bij hoogdringendheid door een gemeenteraadslid van de oppositie.

Gezien de samenstelling van de gemeenteraad (4 oppositieraadsleden van drie verschillende politieke partijen) lijkt het ons dat het amendement werd aangenomen met als enig doel de rechten van de oppositieraadsleden te beperken.

Dit is een antidemocratische maatregel, die in tegenspraak is met de toezeggingen van de nieuwe meerderheid om te streven naar een beter bestuur, meer transparantie en burgerparticipatie.

Mevrouw Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160) motiveert haar onthouding

Als nieuw gemeenteraadslid was ik bijzonder geschokt en teleurgesteld over de houding en de keuze van de meerderheid ten aanzien van het door Didier Molders voorgestelde amendement.

Gelet op artikel 97 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het schrijven van 3 april 2018 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Stelde mevrouw Vanessa Rigodanzo enkele wijzigingen van artikel 37 voor.

Ze heeft dit punt ingediend binnen de door het HR voorgeschreven en voorziene termijn, waarna het punt werd opgenomen in de agenda van de gemeenteraad van 13 december 2018.

Hoewel de vraag uitging van een oppositieraadslid had de zittende meerderheid, in de persoon van Didier Molders, ironisch genoeg het idee opgevat om een amendement op hetzelfde artikel in te dienen, dat deels luidt als volgt:

Elk gemeenteraadslid kan vragen om een punt bij hoogdringendheid op de agenda van de raad te laten zetten als die vraag door ten minste drie andere gemeenteraadsleden wordt gesteund en bij aanvang van de zitting wordt aangegeven.

Hoewel we rekening moeten houden met heel wat beperkingen voor onze schriftelijke of mondelinge vragen en onze vragen om een dossier in te kijken, veroorlooft de meerderheid zich zomaar om dit amendement op te stellen zonder ons daarvan op de hoogte te tellen en om ons daarover te informeren via een kopie die op ons bureau voor de gemeenteraad wordt neergelegd, zonder ons de tijd te geven om dit te onderzoeken en dit met onze teams en met de oppositieleiden te bespreken.

Er werd overgegaan tot een stemming.

Ondanks het verzoek om de stemming over dit punt uit te stellen, wil ik u eraan herinneren dat het ging om een punt dat op vraag van de oppositie op de agenda was gezet,

Ondanks het verhitte debat tussen de leiders, voorgesteld door de voorzitter van de raad, de heer Magdalijs (de heer Gosuin, verhinderd burgemeester, mengde zich eveneens in de discussie - er moet nog worden nagegaan of hij daar het recht toe had ...)

Ondanks het feit dat de zittende meerderheid met dit manoeuvre geen enkel respect ten aanzien van de 4 gemeenteraadsleden heeft getoond

Vermits ik mij niet in deze destructieve tactiek, die tot doel heeft de oppositie het zwijgen op te leggen, kan vinden, kon ik niet anders dan mij van de stemming onthouden.

Dit past niet bij een democratie, die de eerste waarde zou moeten zijn die de gemeenteraad verdedigt.

Ik durf te hopen dat dergelijke toestanden zich de komende zes jaar niet meer zullen voordoen.

Ministerieel Besluit van (04.02.2019 (ref. 2993890310)

De beslissing van de gemeenteraad van Oudergem van 13 december 2018 met als onderwerp de wijziging van artikel 37 van het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad, wordt vernietigd.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 05 februari 2019

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos